M 1669 - N° 882 - 10 F - OCTOBRE 1989 - ISSN 0398 - 2076

LA GRANDE RELÈVE

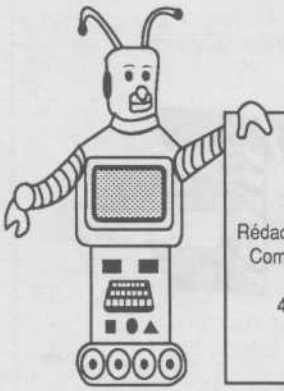
DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

Dessin J. Prédine

« La rose va-t-elle continuer à s'effeuiller ? » (voir p. 3)

M 1669 - 882 - 10,00 F
3791669010000 08820



Directrice de la publication
M-L DUBOIN.
Commission paritaire N°57434.
Diffusé par les N.M.P.P.
Rédacteurs bénévoles, selon leur disponibilité.
Composition au journal sur Macintosh Plus.
Mise en page : EDIT-PLUS,
4, rue André Messager-75018 Paris.
Impression : TIP, M. PERNEL,
11 rue du Progrès, Montreuil.

ABONNEZ-VOUS

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	100 F
Abonnement d'essai (6 mois)	60 F
Abonnement de soutien	140 F
Abonnement de propagande :	
- 5 n° mensuels	150 F
- 10 n° mensuels	200 F
Etranger	125 FF
(Par avion nous consulter)	

Règlement par chèques postaux: au C.C.P. "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris.
Les réglements par mandat ou par chèque bancaire doivent être à l'ordre de:

LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Nous acceptons toute somme inférieure à ce tarif de la part des lecteurs qui ne peuvent faire plus. Ce journal ne survit que grâce à la souscription permanente :

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"

SOMMAIRE

■ **EDITORIAL**
3 1989 : Quel avenir pour le socialisme ?
par A. Prime

■ **ACTUALITE**
5 Vers une autre logique du développement.
par J. Robin

■ **REFLEXION**
7 L'union monétaire européenne.
par P. Vila
8 Système monétaire mondial ?
par R. Marlin
12 La guerre des langues.
par E. Benech

■ **LECTURES**
11 La France travaille trop.
par H. Muller

■ **LU, VU, ENTENDU**
13 Lu, vu, entendu

■ **COURRIER**
14 et 15

■ **Résumé de nos thèses**
L'économie distributive.
16

Une brochure à faire lire pour votre propagande

L'ECONOMIE LIBEREE

par M - L DUBOIN

Résumant et actualisant nos thèses, 60 pages, de nombreux graphiques, et très faciles à lire. Un outil de travail simple, court, efficace, facile à utiliser (22 F pièce, franco).

Et pour votre réflexion personnelle :
à commander également à la Grande Relève

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000
par Marie-Louise Duboin

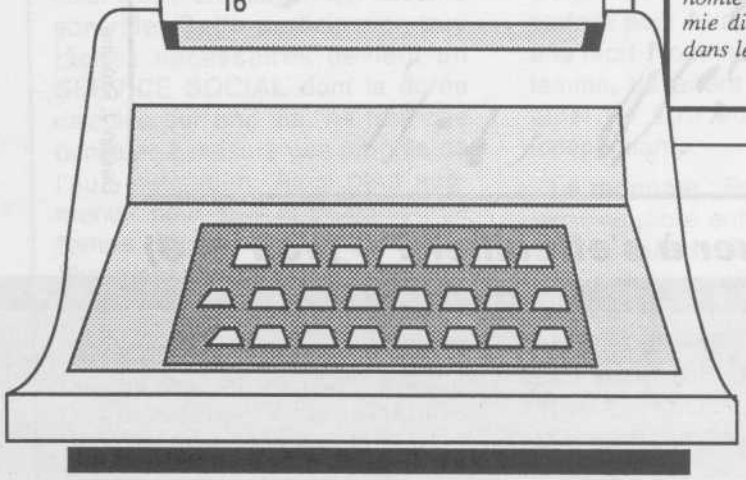
Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative, l'économie distributive expli-quée dans les détails.

85 F, franco

Deux rééditions d'ouvrages toujours d'actualité :

LES YEUX OUVERTS
par jacques Duboin
65 F, franco

KOU L'AHURI
par Jacques Duboin
65 F, franco



les mardi et jeudi après-midi
16 (1) 30 71 58 04

1989 : QUEL AVENIR POUR LE SOCIALISME ?

par André Prime

Dans la Grande Relève de Juillet, "spécial bicentenaire", nous avons tracé à grands traits "la longue marche du socialisme de 1789 à 1989". A l'heure où les lampions des fêtes du bicentenaire de la Révolution s'éteignent, il n'est pas inutile de faire le point sur l'état et les chances du socialisme. Nous prendrons l'exemple de quelques pays pour essayer d'embrasser l'ensemble du problème.

1. France : la Rose effeuillée

Mis à part l'intermède Chirac-droite de deux années, de 1986 à 1988, la gauche "socialiste" a dirigé le pays sans partage depuis 1981 et, sauf accident, cet avantage lui est garanti jusqu'en 1993 : 10 ans effectifs pour "changer la vie" comme le promettait le P.S. avant d'arriver au pouvoir, ce n'est pas mal. Or qu'ont fait les socialistes jusqu'à ce jour qu'on puisse qualifier de révolutionnaire, et que peut-on espérer qu'ils fassent dans les quatre ans à venir ? Le mieux est de leur laisser la parole.

Lors du Comité Directeur réuni les 1 et 2 juillet derniers, P. Emmanuelli, numéro 2 du P.S., constatait :

" *Si notre parti renonçait à sa vocation d'être l'instrument de transformation de la société, avec ce que cela implique de débats idéologiques (...) pour se limiter au gestionnarisme mâtiné de défense des droits de l'homme pour sauver la couleur, ce ne serait plus, rapidement, d'un parti socialiste qu'il s'agirait, mais de tout autre chose...*"

Puis il souligne :

"*...l'affadissement de notre identité et de notre capacité d'action, toutes deux consécutives au déséquilibre qui s'est peu à peu créé entre la nécessité de gérer et la volonté de transformer.*"

Et que dit le premier secrétaire, Pierre Mauroy ,

"*L'éventail des revenus s'est creusé, depuis 1984, aggravant donc les inégalités. Dans le même temps, les revenus du capital ont explosé, parvenant à des sommets qu'ils n'avaient encore jamais atteints.*"

Le modeste journal des distributistes qu'est la Grande Relève n'a pas attendu que six ans de "gestion" socialiste soient écoulés pour dénoncer de tels faits, en clair la trahison du P.S. envers ceux qui avaient mis leur espoir en lui en 1981. Au fait, M. Mauroy n'a-t-il pas été le premier ministre de la rigueur?

Faut-il citer encore le Xe plan ? Les bons résultats économiques "*ont été obtenus par un infléchissement sensible, au détriment des salaires, du partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits*". Autrement dit, les gouvernements socialistes ont mieux servi le profit que le pouvoir d'achat. Quel aveu !

Comme on le voit, des mots, des discours, des promesses électorales, puis des voeux pieux pour essayer de regonfler des troupes et des électeurs complètement démobilisés - ou hostiles - comme l'ont démontré les résultats des élections européennes (23% des suffrages).

Et que fait Dieu dans son Olympe élyséen ? Il cisèle sa statue et soigne sa stature : Jaurès, Blum, Mitterand (Mitterand plus grand que Blum). La "grande" politique pour les affaires du monde, dans lesquelles il s'érige de plus en plus en mentor ; des phrases bien frappées, mais sans conséquence, pour son image hexagonale : "*Il faut qu'on passe d'un budget de rigueur à un budget de justice sociale*", alors qu'il sait très bien que, pour bien "gérer" l'économie de marché, son gouvernement devra faire tout le contraire... comme c'est le cas depuis 1983. L'Opéra Bastille, la Pyramide du Louvre, l'Arche de la Fraternité constitueront-ils un passeport suffisant pour assurer l'immortalité au sphinx de l'Elysée ? Ce qui est sûr, c'est qu'il n'aura pas sa place au Panthéon socialiste.

Peut-on espérer, malgré cela, qu'un jour "cela bouge" à gauche, chez les socialistes ou ailleurs. Deux manifestations, deux petites lueurs d'espoir méritent d'être signalées :

Le "14 juillet" des vrais sans culottes, célébré en fait le 9, place de la Bastille, organisé par Gilles Perrault et le chanteur Renaud, pour brocarder le 14 juillet des riches du monarque élyséen. Ecoutons Gilles Perrault :

" *Nous autres, nous convoquons ici ce soir les ombres des quarante mille enfants qui, chaque jour, meurent de faim dans le tiers-monde (...) Nous convions sur cette place de la Bastille les peuples que la dette enchaine parce qu'elle est l'esclavage des temps modernes, le plus grand assassinat de masse, plus meurtrière que ce que furent jamais les bureaucrates staliniens, plus meurtrière que les vieillards tankistes de Pékin (...) On n'épongera pas la dette avec la serpillière de la charité.*"

Un slogan résumait bien par ailleurs l'esprit de cette manifestation, ou plutôt de cette contre-manifestation : "*En 1789, la bourgeoisie prend le pouvoir. En 1989, elle l'a toujours*". Et Renaud clamait : "*La Révolution, c'est bien de la célébrer, c'est mieux de la faire*".

Malgré la pluie, 100.000 personnes se pressaient à la Bastille ce 9 juillet, des pauvres, des laissés pour compte. Parmi elles, Monseigneur Gaillot, l'évêque qui dérange ...

La Nouvelle Ecole Socialiste, nouveau courant qui se dessine au sein du P.S. (Julien Dray, Mélanchon). Elle s'est réunie, avec d'autres socialistes et des membres de SOS racisme, le 23 août dans l'optique du Congrès P.S. de mars 90. Un orateur critique "*La méthode Rocard que la base sociale et électorale de la gauche perçoit comme une façon de gouverner du pareil au même par rapport à la droite*". La politique de Bérégovoy parait "*se situer dans une continuité complète avec celle de ses prédécesseurs*". Il constate que "*le P.S. ne joue pas son rôle, lequel ne peut consister à pousser de temps à autre un coup de gueule pour calmer le peuple de gauche, style Emmanuelli dans ses grands jours*".

Voilà ce que pensent et disent certains socialistes, députés, sénateurs, de leur parti et du gouvernement "socialiste".

Quel sera dans l'avenir le poids des frondeurs du 14 juillet des pauvres ou de la N.E.S. ? La vague des revendications sociales qu'on prévoit pour la rentrée s'ajoutera à ces manifestations d'insatisfaction. Mais l'économie de marché que défend et gère, depuis 1983, la gauche - souvent mieux que la droite - a retrouvé la santé. Les patrons sont satisfaits de leurs nouveaux serviteurs.

Au moins, les "aiguillons" sont-ils indispensables pour éviter que la société ne s'endorme tout à fait sur ses 3 millions de chômeurs. Les distributistes doivent faire partie des "aiguillons".

2. Pologne

Maintenant les choses sont claires : la déstabilisation des pays de l'Est (avec, comme prévu aujourd'hui, la Pologne) entamée depuis une décennie porte enfin ses fruits ; non que les dirigeants de ces pays n'aient pas une grande part de responsabilité dans ce qui arrive.

Qu'a dit Walesa cet été, au moment du voyage en Pologne de Mitterand ? : "*Le capitalisme est le seul système capable de faire marcher l'économie*". Qui eut crû que les événements iraient aussi vite ? Bush, lors de son voyage en Europe, n'a voulu visiter que deux pays de l'Est : la Pologne - où il a pu, chose incroyable, déjeuner "en toute simplicité" chez Walesa -, et la Hongrie, qui marche sur les traces de la Pologne.

Piège des communistes qui en laissant la droite gouverner - Mazowiecki est un ami intime de Monseigneur Glenn - espère qu'elle se cassera les dents et qu'alors ils pourront revenir en force ? Sûrement pas. Le phénomène semble irréversible. Et les dollars vont pleuvoir. Le processus en cours est bien plus insidieux et efficace que la fameuse politique du "containment" et du refoulement prônée dans les années 50 par James Burhnam et Foster Dulles. Et la nomination d'un pape polonais, malgré l'attachement des Italiens à un pape de leur pays, n'a pas été innocente.

Exit - exeunt - Pologne et Hongrie ... en attendant la suite.

3. URSS

Que se passe-t-il en URSS ? Où mènent "glasnost et perestroïka", si fort applaudies à l'Ouest ? Gorbatchev aurait-il joué les apprentis sorciers ? Alors qu'il voulait avant tout sortir l'économie du marasme, la faire décoller, le résultat le plus clair à ce jour, c'est la révolte des nationalités ; tandis que les magasins sont toujours aussi vides qu'avant, après un discours de cinq ou six ans. Si rien ne bouge de ce côté, Gorbatchev aura loupé son coup et Dieu seul sait ce qui peut advenir : reprise en mains brutale des "conservateurs" et de l'armée après élimination de Gorbatchev ou troubles tous azimuts - population et nationalités - et solution "à la polonaise", c'est-à-dire retour à l'économie de marché, au capitalisme ; et ce après une révolution déjà septuagénaire, qui aurait dû changer la face du monde, même si l'on tient compte des particularités évoquées dans notre article de Juillet : révolution sensiblement à contretemps du marxisme, ravages de la guerre, charges militaires imposées par les Etats-Unis (doctrine Kissinger).

4. Chine

Quelques mois après les événements qui ont secoué le pays, nous voyons un peu plus clair. Là, la "reprise en mains" a eu lieu, brutale. Curieusement la situation est totalement différente de celle d'URSS. Comme le reconnaissait lui-même Alain Minc, lors d'un "7 sur 7" qui se déroulait au moment des événements, les revendications ne concernaient absolument pas l'économie dont la progression est de 10% l'an. Quel pays capitaliste fait mieux ?

Les étudiants réclamaient liberté et démocratie. Soit ! Mais quelle liberté, quelle démocratie ?

Le mouvement était essentiellement étudiant. Beaucoup d'étudiants chinois vont étudier à l'étranger. Ils voient les vitrines capitalistes. S'imaginent-ils que tout Français peut s'habiller dans les magasins des Champs-Elysées ? Voient-ils les 10 à 15 ou 20% de chômeurs dans nos pays ? Qu'ils réclament une vraie démocratie sans scandales, sans corruption, bravo ! Mais il faut qu'ils sachent que la démocratie, actuellement, ne peut être définie sans qualificatif : la nôtre est bourgeoise et toute manifestation de grande ampleur qui voudrait établir une démocratie réelle (étymologiquement : gouvernement du peuple) serait sévèrement réprimée : voir mai 68, où De Gaulle in fine fit appel à l'armée.

Il en va de même pour la liberté, soeur jumelle de la démocratie. Quelle liberté veulent les étudiants chinois ? Celle qu'on trouve en Amérique dont ils ont reproduit la statue ? Celle de la concussion, de la drogue, de la prostitution, du crime, du viol, du chômage, des attaques répétées de banques (1), des attaques au cutter dans les trains ou le métro, la liberté de produire 70% de films de violence, d'avoir une téléludique ou débile, la liberté d'avoir des écarts de salaires de 1 à 20 et des millions de chômeurs ?

La meilleure façon pour le gouvernement chinois de calmer l'agitation étudiante eût sans doute été de montrer ce qui se passe dans les pays où soi-disant règnent démocratie et liberté. Si, au lieu de celà, le gouvernement laisse entrer sans discernement des films ou revues étrangers qui ne sont pas innocents, il aura des retours de flamme. Quelle n'a pas été ma surprise de voir, balayé par une caméra, un kiosque à journaux où on pouvait voir LUI. Je ne suis pas puritain, mais on peut penser que les Chinois, avides de devises, ont des besoins plus impérieux à satisfaire. Et que la liberté et la démocratie sont ailleurs.

Alors, après 1989 ? Personnellement, je suis inquiet. Je finis par rejoindre, au moins partiellement, les préoccupations souvent exprimées par notre ami Muller dans ces colonnes. Trop, c'est trop ! La fin du 20e siècle verra-t-elle comme l'affirme A. Minc, la fin du communisme ? Traduisons plus généralement : la fin des espoirs socialistes. Le 21e siècle verra-t-il le triomphe d'un super réalisme (2) planétaire, où se généraliserait une super société duale interne et nord-sud ? Ce n'est pas imaginable.

Maurice Allais, Prix Nobel d'économie, prédit un second krach boursier. Nous, nous ne pouvons que souhaiter que le capitalisme s'écroule avant d'avoir asservi toute la planète. Et pourtant, le libéralisme et la dérèglementation tous azimuts, fille de celui-ci, se sont imposés depuis une décennie comme "philosophie" économique de sortie de crise. Le libéralisme comme le sida - et dans le même temps - s'est développé dans le monde entier : Angleterre, Allemagne, Japon, monde occidental. Il s'infiltre dans les pays socialistes. Il recouvre de sa chape de plomb les pays pauvres d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Orient. Les socialistes partout ont fait leur l'économie de marché comme la seule capable de résoudre les problèmes de production et, selon les critères capitalistes, de distribution.

C'est, sans doute, qu'aucun pays socialiste, (je mettrai personnellement à part la Chine qui a résolu ses problèmes essentiels de croissance avec une population qui a presque triplé en 40 ans) n'a pu laisser entrevoir au cours des décennies passées une ébauche suffisamment crédible du "paradis terrestre" promis par les grands penseurs du socialisme ?

Alors, Jacques Duboin et l'économie distributive pour assurer l'avenir du socialisme ? sans doute, sans nul doute.

---

(1) Il n'est pas inutile de rappeler à ce propos ce que je racontais dans la Grande Relève de Novembre 86 après mon voyage en Chine : entré par hasard dans une caisse d'épargne, j'ai vu derrière un comptoir haut comme une table, sans grillage, sans flics, une cinquantaine de machines qui comptaient des billets. Imaginez cela dans les pays de "l'Ouest"...

(2) Un libéralisme de façade : voir encadré "libéralisme ?

VERS UNE AUTRE LOGIQUE DU DEVELOPPEMENT

Au récent "Sommet des peuples les plus pauvres", organisé à la Mutualité le 15 Juillet dernier, Jacques Robin a pu intervenir pour parler "d'une autre logique du développement général", affirmant d'emblée que la question centrale est de tracer les voies d'un nouveau mode de développement pour les sociétés humaines, c'est à dire d'autres pratiques et d'autres concepts économiques socio-culturels, politiques, et éthiques, mieux adaptés à la culture vivante des sociétés et des individus qui les composent. Après avoir rappelé, en une analyse qui, là encore, rejoint parfaitement les nôtres, les relations de l'économie à la nature et aux technologies nouvelles, l'orateur a montré l'inadaptation d'une économie devenue absurde, surajoutant aux conditions traditionnelles de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'exclusion aussi bien des êtres humains des pays pauvres que des nouveaux pauvres des pays riches.

La conclusion de l'exposé est la contribution de J.Robin à l'inventaire de propositions de transition vers l'économie distributive :

par Jacques ROBIN

Pour répondre à la fois aux impératifs de l'environnement naturel de la biosphère et pour utiliser à plein les moyens offerts par les progrès des technologies informationnelles, plusieurs conduites novatrices sont à introduire dans le développement économique. Elles concernent en particulier le rôle de la fonction économique, la place du marché, l'utilisation de la monnaie.

Nous gardons l'idée d'une *fonction économique* chargée d'optimiser la gestion des biens semi-rares, en y introduisant les palliatifs sans valeur comme ceux du "partage", de "l'économie mixte" ou de la "croissance avec pacte social". Ce qui nous manque en fait c'est une philosophie économique capable, devant l'abondance possible, d'associer *la mise en commun, la créativité* et *la solidarité*. Nous croyons indispensable de sortir du champ de la justice économique classique dite commutative (où l'échange des droits et des devoirs est fondé sur la fiction de l'égalite des personnes) pour nous engager dans la voie d'une justice plus distributive qui donne à chacun selon ses besoins *et* ses talents. Sans ce recadrage de la fonction économique, les aspirations profondes qui se manisfestent partout aujourd'hui à un nouveau mode de vie et à un nouveau sens des finalités de l'aventure humaine ne pourront que s'exaspérer de ne pas être satisfaites.

Le système actuel, malgré la montée inexorable des revenus dits sociaux dans les pays industrialisés, ne se résout à prendre que des mesures "cache-misère" : le revenu minimum (avec ou sans insertion!) distribué aux exclus les plus démunis dans les pays industrialisés ; la réduction des dettes ou des distributions caritatives dans les pays du Sud. Ces propositions misérables par rapport aux réalités ne parviennent pas à cacher la situation scandaleuse : des dizaines de millions de sans-emploi dans les pays industrialisés ; une plus grande importance des flux financiers du Sud vers le Nord, que du Nord vers le Sud !

Comment opérer un retournement de l'économie ? Tout en laissant fonctionner un grand nombre de mécanismes de concurrence et de compétitivités commerciales qui correspondent à des régulations économiques indispensables et aux comportements "appris" de beaucoup de citoyens, il convient de mettre en place *progressivement* une allocation de base pour tous, allocation *distributive*, et non pas *re-distributive*. De nombreuses expériences à ce sujet sont en cours ; elles doivent être évaluées, et comparées à de nouvelles propositions comme le troisième chèque, le revenu technologique... Il est également indispensable de tester le fonctionnement de la gratuité de certains biens (transports, nourriture....) comme base naturelle d'une économie post-industrielle de la société de communication et d'autonomie ; ces expériences se garderont bien de tomber dans "l'assistance", dont on a vu les méfaits dans les sociétés à économie totalitaire : l'activité humaine a besoin d'effort et de risque. Mais dans l'immédiat, la marchandisation de toute activité représente le danger le plus puissant. Le point essentiel à viser, c'est d'abandonner le moins possible de citoyens dans les exclusions de toutes sortes : chômage, misère, drogue, violences....

L'intrication des activités de production avec celles d'utilité sociale nécessitent d'autre part, en priorité, de donner toute importance au "développement local" dans des institutions ouvertes et des réseaux décentralisés à l'échelle des collectivités locales, des bassins d'emplois et des régions. L'extension d'une telle micro-économie, pour ne pas être détachée des régulations de la macro-économie *entraine le besoin d'infléchir les concepts de marché et de monnaie.*

- *Le marché*, terme des plus ambigüs, est à mettre au service des hommes et non au service de sa propre finalité.

Le vieux débat sur la place de "l'économie socialiste entre le plan et le marché", celui plus neuf qui cherche à faire croire que le marché n'est plus un choix mais une donnée, sont dépassés par les nécessités des réalités écologiques et de l'intrusion des technologies informationnelles.

D'ailleurs quel marché ? Ce mot entretient toutes les équivoques. Sans aucun doute, le marché en tant qu'expression des conduites de consommation des acteurs sociaux, en tant que lieu de rencontre des offres et des demandes anonymes, fonctionne comme une pratique démocratique irremplaçable, en lieu et place du "troc" ou du "bon". Le marché, avec le système de prix fluctuants qu'il entraine et qui interagissent sur la production des biens, n'a pas d'équivalent pour l'instant dans la mesure où il est capable d'exprimer la révélation des utilités et des désirs des citoyens solvables.

Mais il existe à côté du marché, des champs de répartition de biens et de services, personnels et collectifs, dans lesquels le marché n'a rien à voir : les sites naturels, de nombreux biens culturels, des biens essentiels comme l'eau non polluée, l'air, les transports,

et de nos jours les moyens de connaissance, de curiosité et de communication.

Il est donc indispensable de structurer *un champ limité pour l'économie de marché* et de rechercher d'autres modes de régulation économique pour ce qui ressort de nombreux objectifs écologiques et de justice sociale.

L'évolution économique qui fait irruption dans les pays de l'Est et en Russie, à l'issue de l'échec total de l'économie planifiée collectiviste, pourrait permettre en ce domaine des points de rencontre avec la tentative de la Communauté Européenne de construire une économie éloignée des sirènes de l'économie libérale, qui se targue d'une "main invisible", parfaite invention de l'idéologie dominante. Le Vieux Continent n'est sans doute pas décidé à abandonner, ni au marché-finalité, ni au plan-totalitarisme ce qu'il a conquis au cours de luttes centenaires : un début de justice sociale cherchant à s'appuyer sur la créativité personnelle des acteurs économiques.

Dans cette orientation, il devient indispensable de repenser le problème de la monnaie.

● L'outil traditionnel de l'économie, *la monnaie,* dont les avantages pour assurer une plus grande liberté aux hommes ne sont pas à remettre en question, voit son rôle dénaturé par le système industriel. Moyen d'échange (et de pouvoir), elle se traite aujourd'hui comme un objet et l'utilisation des cartes de crédit amplifie le phénomène. Lors de la crise boursière d'octobre 1987, les transactions en sont venues à figurer pour près de quarante fois la valeur économique des biens qu'elles étaient censées représenter ! La monnaie de consommation et d'investissement est devenue objet de spéculation. Certes, on commence à comprendre la nécessité d'un accord de parités monétaires internationales, proches de taux fixés, entre le dollar, le yen et l'écu. Mais pour éviter les mouvements erratiques incessants des changes, toujours défavorables aux pays du Sud, il faut rechercher une référence monétaire mondiale plus stable, par exemple un "panier" de matières premières dont l'idée a déjà été avancée par Mendès-France.

Mais là n'est sans doute pas le chemin le plus innovateur en matière de monnaie. Si l'on veut, dans un tissu local ou régional, relier les services productifs et les services d'utilité sociale, nous sommes dans l'obligation d'envisager la création, aux côtés de la monnaie principale de référence, d'une "monnaie locale", non thésaurisable, limitée à sa consommation dans un temps donné et pour des biens catégoriels précisés. On peut voir une variante de cette expérimentation (sans monnaie !) dans les "systèmes d'échanges communautaires" qui se développent aux Etats-Unis : ils mettent en pratique la "réciprocité restreinte" dans laquelle on échange travaux et services sans recourir à l'argent. Il nous faut étendre ces expérimentations, comprendre leurs mécanismes, déceler ce qui facilite des rapports économiques quotidiens et conviviaux.

Or la "*monétique*" permettrait de résoudre certaines objections liées à la soi-disant complication administrative et technique d'un système à plusieurs monnaies. Il est confondant de voir avec quelle rapidité les technologies informationnelles sont utilisées lorsqu'il s'agit de maximiser les gains des plus favorisés (banques, places boursières, établissements financiers...) et les résistances dès qu'il s'agit d'innovations d'intérêt général capables de mettre en cause le système.

● *Nouveau cadrage de la fonction économique vers une économie ouvertement distributive, limitation des structures de marché, utilisation diversifiée de la monnaie pour la consommation*, ces orientations entrainent, on le conçoit, des transformations en profondeur.

La complexité croît encore lorsqu'il s'agit de prévoir les régulations économiques planétaires tenant compte des diversités territoriales. Raison de plus pour s'atteler à ces questions vitales, à leurs méthodologies, en demandant l'aide de l'imagination et de l'informatisation de haut niveau.

Pour tenir compte des obligations écologiques et faire la place aux conséquences inéluctables des technologies informationnelles, *le développement économique "capable de tenir la route" sera donc inévitablement plus complexe, plus "combiné"* que l'"économie de marché", dépassée et dont on nous rebat les oreilles, sans que l'on souligne la médiocrité de ses performances pour la grande masse des consommateurs et les injustices fondamentales qu'elle véhicule au hasard des circonstances.

Le développement économique vis-à-vis du social, du politique et de l'éthique

Cette autre logique du développement économique, dont nous avons souligné ici quelques pistes, ne peut être envisagée, nous l'avons déjà dit, sans un immense effort parallèle dans les domaines du social, du politique et de l'éthique.

Nous sommes arrivés à ce tournant de l'histoire où l'économie devient le social lui-même.

Sans l'appréhension des besoins de justice sociale, l'écologie, même scientifique, risquerait de sombrer dans une "ingéniérie" avec son propre penchant terroriste. De leur côté, isolées de la démocratie sociale et culturelle, les technologies informationnelles rejoindraient les autres technosciences dans leur asservissement au système industriel, marchand et militaire.

Ce qui est soulevé dans le cadre d'un autre développement général, c'est la question du *renouveau du système politique lui-même* : il ne s'agit rien de moins que de faire faire un nouveau bond à la démocratie en promulgant "les droits et les devoirs de l'Humanité toute entière" dans les multiples domaines, socio-culturel, économique, institutionnel.

Au premier chef, il faudrait apporter tous ses soins à une *éducation pour tous*, multidimensionnelle et transdisciplinaire ; elle donnerait une place centrale à la créativité autonome, à la connaissance, à la curiosité, enracinant ainsi la permanence du renouvellement de la culture.

Enfin, un tel "développement général" remettrait en cause, sans aucun doute, les moules traditionnels des "morales reçues". C'est d'une *éthique*, questionnante des normes et des valeurs, dont nous avons besoin pour épanouir l'humanité.

Pourrait-elle y parvenir en l'absence de fondements définitifs et dans l'interrogation sans réponse du sens de la place de l'homme dans la nature ? On peut le rêver, l'espérer et le préparer.

La responsabilité historique des citoyens et de la Société Civile, des associations de citoyens, des ONG, des réseaux multiples en lutte contre l'absurdité et la tragique de la situation planétaire actuelle revêt une importance considérable : faire prendre conscience des problèmes au plus grand nombre, expérimenter des pratiques, faciliter l'émergence de nouveaux concepts.

L'UNION MONETAIRE EUROPEENNE,

APPAT UNIQUE VERS UN SOVIET MONDIAL DES SHYLOCKS DU CREDIT ?

par Paul Vila

A propos des arrangements européens de Madrid de Juin 1989 vers une devise unique, "The Economist" scrute périodiquement le paysage bancaire des décennies à venir pour les citoyens d'Europe. Avec une touche d'ironie envers le projet "social" de Delors et Gonzalez, il présente aux gens d'affaires de bonne compagnie un cours aimablement magistral sur les variantes possibles de la gestion monétaire commune ; aux britanniques indécis à cause des positions jusqu'alors intraitables de Maggie Thatcher, il fait miroiter une solution rassurante et raisonnable en apparence : "ne rien changer", si ce n'est la remise du pouvoir bancaire discrétionnaire à une sorte de comité central d'experts ; c'est le banquisme intégral.

Entre les lignes, le commentaire révèle cependant l'enjeu que s'apprêtent à saisir ces "responsables du crédit", discrètement tapis dans l'ombre des ministres des Douze et des directoires des Banques Centrales.

Le commentateur commence par ironiser sur l'idéalisme social du plan Delors, préférant appeler "Monnet" notre Ecu par trop franchouillard. Surtout il critique l'absence d'exposé sur une utilité réellement immédiate du Plan. Cette position plait aux Britanniques traditionnellement nonlégistes, et tend à rassurer d'autre part les plus lucides d'entre eux, incertains sur la justesse des exigences de leur dame de fer avant tout accord ; pour l'"Economist", oui, il vaut mieux accepter les options minimum du Plan, çà ne fera pas de mal aux chers portefeuilles, à condition de laisser le pouvoir bancaire aux mêmes "autorités responsables", et de laisser à chaque pays les règles et les décisions autonomes du passé, qui facilitent tellement la division des esprits d'un pays à l'autre.. La discussion au premier degré des modalités du projet est d'une lumineuse simplicité :

1. A quoi la réforme monétaire proposée est-elle *utile* ?

2. Quelle forme devrait-elle prendre ?

- soit liée à l'union *économique et politique* ?

- soit liée à la *monnaie* ?

L'imprécision des attendus du projet présenté par Delors semble avoir produit une curieuse confusion au Parlement européen entre une "Alliance" des Allemands de l'Ouest et des Français obsédés par les désordres des taux de change et par le rêve d'un "progrès historique" d'une part, et le groupe des anti-Delors d'autre part, opposés à tout contrôle des capitaux et à l'entrée de devises faibles dans un système monétaire européen non encore stabilisé ; l'"Economist" ne se pose pas la vraie question préliminaire qui est :"*pourquoi nos monnaies sont-elles stables* ?" et à qui profite cette instabilité ? au lieu de celà, il fait un cours de banquisme, génial exercice d'équilibres instables : à propos de 1990, "*quand les capitaux passeront* " : pour conserver les capitaux dans un pays frappé par la dévaluation, il faut augmenter les taux d'intérêt (l'auteur note avec une pointe d'humilité que c'est justement la manoeuvre inverse qui contient actuellement les dévaluations italienne et espagnole, mais qu'importe...). Une telle hausse des taux d'intérêt lui semble inutile si on exerce un contrôle sur les capitaux.. Le non-contrôle par les politiques est le meilleur moyen pour le monopole du crédit de s'arranger discrètement pour les tenir et nous tenir étroitement entre leurs griffes par gendarmes de loi et d'ordre interposés : les pays "policés" se laissent tondre, et pour les autres il suffit de savoir corrompre - ou faire assassiner - les représentants de l'"autorité".
Ainsi, le désordre économique international n'a pour palliatif que le "sage" et discret contrôle du crédit par les réels maîtres du monde industrialisé.

L'idée de Delors de réduire les tensions *à la source* en maintenant une discipline stricte d'équilibre des taux de changes pour la zone européenne ne parait pas séduire l'"Economist" ; n'est-ce pas parce qu'elle apporterait enfin un peu de sécurité aux producteurs, sur lesquels repose l'espoir de résoudre la crise ? Assurer les acteurs de l'économie qu'ils ne seront plus condamnés à l'échec par des sauts *imprévisibles* de la valeur *financière* des indispensables tickets de crédit, voilà qui ôterait du pouvoir à la maffia mondiale du "crédit".

Ce que propose le bon apôtre du banquisme au nom de la liberté d'entreprise, c'est que chaque gouvernement européen gère son inflation nationale par les restrictions budgétaires et *par l'impôt*...

Enfin l'idée proposée pour une harmonisation des taux d'inflation entre pays lancés dans la guerre civile européenne des marchés, c'est, je vous le donne en mille, la référence à l'or !

Voilà, la boucle est bouclée, inutile de se poser des questions sur ce qu'est la valeur économique et ce qui fait le *crédit réel* d'un bien économique ni le crédit correspondant à ouvrir aux hommes *automatiquement solidaires* de ceux qui l'ont produit : le crédit *réel* est un moyen de déterminer l'optimum économique, pas un instrument d'appauvrissement des peuples !

SYSTEME MONETAIRE MONDIAL ?

par René Marlin

L'actualité

Comme chacun le sait, les économies des pays de l'Est sont aux abois. Les Soviétiques, Polonais, Hongrois, Allemands de l'Est et même Roumains ou Bulgares sont sommés de se convertir au plus vite à l'économie de marché et au capitalisme "libéral" par les médias occidentaux, s'ils veulent survivre. La création de sociétés mixtes ne suffit plus, les capitaux sont pressés de s'investir et réclament pour cela des garanties sûres et immédiates.

Dans la zone dollar, c'est-à-dire le reste du monde, tout va bien (!) et aucune réforme majeure, ni même mineure, n'est envisagée par les économistes aux ordres de la haute finance. Evidemment, il y a bien la dette des P.V.D. dont le montant astronomique dépasse 1300 milliards de dollars ; il y a bien aussi la dette extérieure des Etats-Unis qui avoisine 400 milliards de dollars. Mais tout cela n'est que très légèrement inquiétant et ne remet pas en cause l'optimisme de commande qui attire placements lucratifs pour le prêteur et clients stimulés par la publicité qui se battent pour acheter. D'ailleurs les banquiers japonais et les riches porteurs des pays pauvres ne se précipitent-ils pas sur les bons du trésor américain indispensables pour financer la dette américaine ?

François Mitterand annonce une remise de 800 millions de francs à nos créanciers, une misère ! Plus sérieux : après le Mexique, les Philippines cherchent à obtenir une réduction d'au moins 35% de ce qu'ils doivent aux institutions privées, en application du plan Brady.

L'objection catholique

Un certain nombre de personnalités, et non des moindres, s'émeuvent tout de même. Le Pape Jean-Paul II controversé lorsqu'il joue à la superstar observe dans sa dernière encyclique "Sollicitudo Rei Socialis" : "*qu'il convient de dénoncer l'existence de mécanismes économiques, financiers et sociaux qui, bien que menés par la volonté des hommes, fonctionnent souvent d'une manière quasi-automatique, rendant plus rigides les situations de richesse des uns et de pauvreté des autres. Ces mécanismes manoeuvrés d'une manière directe ou indirecte par des pays plus développés, favorisent par leur fonctionnement même les intérêts de ceux qui les manoeuvrent...*". (paragraphe 16). Et surtout, dans un domaine qui nous intéresse particulièrement ici, il précise : "*...Le système monétaire et financier mondial se caractérise par la fluctuation excessive des méthodes de change et des taux d'intérêt au détriment de la balance des paiements et de la situation d'endettement des pays pauvres..*" (paragraphe 43).

Dans sa livraison de juillet-août , le mensuel "Responsables" du Mouvement des Cadres : techniciens, ingénieurs et dirigeants chrétiens (MCC) (1) publie un article signé Leila Preilec de Boston, intitulé "Une encyclique qui fait du bruit". L'auteur rapporte la satisfaction de la gauche américaine à l'idée que le Pape accepte le concept de "structures de péché" semblant ainsi se rapprocher des vues des théologiens de la libération latino-américains. Elle cite le paragraphe 22 de l'encyclique où le Pape dénonce la tendance des deux blocs à l'impérialisme, paraissant rejeter les systèmes capitaliste et communiste dans une même réprobation. La droite des Etats-Unis se déchaine à l'idée que le Souverain Pontife, pourtant Polonais, ignore que le capitalisme est la réalisation historique du royaume de Dieu sur terre et renvoie l'Est et l'Ouest dos-à-dos. "New Republic" et le "New York Times" se distinguent particulièrement dans l'indignation.

Economistes contestataires

Maurice Allais, seul Prix Nobel d'économie (2) français de ces dernières années, fut un des rares experts économiques à avoir prévu le krach d'octobre 1987 (3). Dans deux articles du "Monde" des 27 et 29 juin 1989 que nous avons déjà relevés (4), il stigmatise l'économie "casino", les "*..gigantesques pyramides de dettes, prenant appui les unes sur les autres dans un équilibre fragile..*" et la "*création de monnaie ex-nihilo par le système bancaire (ainsi que) la pratique généralisée de financements longs avec des fonds empruntés à court terme....*".

Comme quelques autres spécialistes, tels que les catholiques qui ont inspiré Jean-Paul II et Jacques Riboud, par exemple, ainsi que des grands patrons : Jean-Louis Beffa, Président du Groupe Saint-Gobain, et Pierre-Yves Cossé, Directeur Général adjoint de la BNP, Maurice Allais proteste contre les variations erratiques du dollar. Citons Jean-Louis Beffa : "*...ces fluctuations (monétaires) sont devenues d'une ampleur qui va bien au-delà de la maîtrise qu'un industriel peut avoir sur ses prix de revient. On pouvait paraitre un industriel génial avec un dollar à 9,50 F. et être réputé mauvais avec un dollar à 4,5O F....*"(5). M. Allais montre que cette instabilité provient des flux financiers essentiellement spéculatifs (?) qui sont actuellement de 420 milliards de dollars, soit environ 34 fois plus élevés que le total du commerce international qui se monte à environ 12,4 milliards de dollars par jour. En 1980, le rapport était seulement de 12,5. Le montant total des réserves de change des sept pays les plus riches est, par comparaison, de 311 milliards de dollars.

Il faut donc être aveugle pour ne pas voir que les gouvernements des

sept, même unis, sont incapables d'influer durablement sur la tendance des changes ; seuls ceux qui tiennent les marchés sont en mesure de le faire, en fonction de leurs puissants intérêts. Ainsi que le constate M. Allais, les groupes de pressions monétaires et financiers ne sont évidemment pas favorables aux réformes. Et il ajoute : "*...l'emprise de certaines écoles contemporaines fait songer naturellement à celle de certaines religions. Il faut plus de pouvoir pour diffuser des idées simples, claires et cohérentes que pour introduire des concepts obscurs, se prêtant à toutes les interprétations et s'adaptant facilement à toutes les opinions, à tous les sentiments, ...*".

Et il attaque les doctrines dogmatiques, contradictoires et irréalistes soutenues avec assurance, puis abandonnées au cours des 45 dernières années, les sophismes et les modèles mathématiques irréalistes qui n'ont eu pour objet que de remettre à plus tard les ajustements nécessaires.

Des solutions ?

Maurice Allais propose trois mesures indépendantes les unes des autres :

- Dissociations des activités bancaires entre banques de dépôts d'une part et banques de prêts d'autre part, en vue de rendre impossible la création de monnaie par les établissements et le financement du long terme par le court terme. L'Etat seul bénéficierait de la création monétaire assurée par une banque centrale indépendante du pouvoir.

- Indexation de tous les engagements sur l'avenir, afin de rendre corrects les calculs économiques et assurer des relations équitables entre créanciers et débiteurs. Ce qui revient à instituer une unité de compte de valeur réelle et invariable dans le temps.

- Réforme convenable du système monétaire international par abandon du dollar en tant que monnaie de compte, de réserve et d'échange. Institution d'un système de changes fixes mais révisables et, finalement, création d'une monnaie internationale commune.

Nous avons vu précédemment (6) que Jacques Riboud, animateur du Centre Jouffroy pour la réflexion monétaire, préconise, lui aussi, le remplacement du dollar par une monnaie européenne : eurostable ou écu constant. Ce projet consiste à remplacer un impérialisme monétaire (américain) par un autre (européen), comme l'américain avait remplacé l'anglais après la dernière guerre, ce qui ne parait pas très rationnel.

Dans son livre "Compétitivité mère du chômage" (7) que nous avons plusieurs fois signalé à l'attention de nos lecteurs, notre ami mondialiste, G. Marchand, rappelle les innombrables interventions qu'il a menées auprès des personnages les plus connus pour faire connaitre nos thèses et celles des Citoyens du Monde. Malgré sa ténacité, sa persévérance et sa constance admirables, G. Marchand explique qu'il n'a trouvé en face de lui que le mépris, le silence ou de vagues encouragements sans suite. Son activité incessante pour la bonne cause mériterait un meilleur sort. Guy Marchand soutient, bien évidemment, qu'une réforme du système monétaire international est nécessaire ; là aussi, une dose de supranationalité est indispensable et les nouvelles règles adoptées pourraient alors recevoir vraiment l'appellation de système monétaire mondial.

Achetez vos livres et revues dans les librairies vendant la Grande Relève :

- *La Libre Pensée*
  10, rue des Fossés St -Jacques
  75005 PARIS
- *Parallèles*
  47, rue Saint - Honoré
  75001 PARIS
- *LIBRAIRIE NOGGET*
  Rue du Petit Palais
  57000 METZ

Le regretté Charles Warin, cité par Marchand, avait envisagé dans un ouvrage trop méconnu "Une monnaie pour un nouvel ordre économique mondial" (7) la mise en place progressive du "primon" qui se substituerait au dollar. Cette unité échappe au reproche adressé ci-dessus à l'eurostable. Elle répond au souhait de Maurice Allais avec beaucoup de précisions sur sa définition et la méthode pour l'introduire dans les échanges mondiaux. Un système ingénieux, dans le détail duquel nous ne pouvons pas entrer ici, permet la stabilité d'un coût des matières premières et évite la détérioration des termes de l'échange si défavorable aux P.V.D. Cette monnaie ne sert qu'aux règlements entre Etats et constitue uniquement un moyen de paiement des marchandises essentielles.

Voilà des projets susceptibles de pallier les défauts et inconvénients reconnus par les observateurs les plus lucides.

Les chances de réalisation

Les changes sont non seulement fluctuants, mais ils sont bilatéraux. Les monnaies sont cotées en francs à Paris, en dollars à New-York, en marks à Berlin, en yens à Tokyo, etc.. Des distorsions peuvent s'introduire suivant l'humeur des marchés. La tenue du franc est généralement jugée non pas rapport au dollar, mais par rapport à son concurrent, le mark et, dans une plus faible mesure, la livre. Pourquoi ? Une unité commune existe bien, il s'agit du D.T.S. (Droit de Tirage Spécial) utilisé par le Fonds Monétaire International, mais sa valeur est fixée en dollars et il ne s'agit que d'une monnaie de compte utilisable seulement entre banques centrales. De plus, les montants en circulation sont trop faibles pour régenter les échanges.

Le besoin d'une unité internationale est donc largement ressenti. Le 30 septembre 1987, le Secrétaire d'Etat au Trésor des Etats-Unis, James Balcer, avait proposé d'utiliser à cet effet, mais comme indicateur seulement, un panier de matières premières incluant l'or. Ce n'était d'ailleurs pas la première fois qu'une telle mesure était envisagée. Depuis W.S. Jevons, économiste anglais, en 1875, jusqu'à A. Hart, N. Kaldor et J. Tinbergen en 1964, idée soutenue par Pierre Mendès-France, en passant par J.M. Keynes : le bancor, en

1942-43, F. Hayek en 1943 et M. Friedman en 1953 ont proposé des constructions basées sur un étalon-marchandise.

Tous ces auteurs se sont heurtés au mauvais vouloir ou conservatisme et il faut ajouter aux énormes intérêts en cause dans ces matières. M. Allais et J. Riboud, nous venons de le constater, en sont conscients, Ch. Warin l'était aussi. Dans le dernier paragraphe de son livre intitulé "Le mur des impérialismes", il explique qu'un projet, le sien, qui entamerait la position hégémonique du dollar, qui compromettrait les situations acquises dans l'aide bilatérale, qui priverait les gros producteurs céréaliers, dont les Etats-Unis, de l'arme politique de la faim, qui serait défavorable aux multinationales en permettant aux Etats spoliés de les taxer...se heurterait au mur des impérialismes.

Même en tant qu'indicateur, les matières premières sont contestées : les marchés sont variables, spéculatifs et soumis aux interventions des Etats ; enfin leur importance dans le commerce international a tendance à se réduire au bénéfice des produits manufacturés jusqu'aux plus sophistiqués, comme ceux de la chimie ou des composants électroniques, ainsi que des échanges de services.

Parce qu'ils se veulent réalistes, aucun des réformateurs du Système Monétaire International que nous avons cités dans cette chronique ne propose de sortir vraiment du capitalisme, même si certaines de leurs propositions sont radicales. D'autres penseurs ont déjà objecté (8) la consubstancialité qui existe entre la monnaie scripturale bancaire et l'économie capitaliste. Qui touche à la monnaie touche à l'ensemble de l'édifice. Qui conteste le pouvoir et les privilèges bancaires attaque les structures dont l'impérialisme tire son emprise sur les peuples. Le réalisme conduit donc à l'impuissance. Il s'apparente au réformisme de certains mondialistes qui veulent créer des institutions mondiales supranationales en s'appuyant sur les hommes politiques et les institutions dont la raison d'être est justement de conserver les bénéfices qu'ils tirent de la gabegie actuelle.

Les défenseurs du capitalisme ont beau jeu, surtout dans la période présente de déconfiture du communisme soviétique, à faire croire aux naïfs qu'il n'existe pas d'autre alternative.

On nous opposera qu'il n'y a pas, pour le moment, de forces populaires capables d'impulser la rupture. C'est probablement vrai. Nous préférons néanmoins offrir un projet de société vraiment mobilisateur plutôt que des rafistolages sans espoir.

(1) 18, rue de Varenne 75007 Paris
(2) Si tant est qu'il existe vraiment un Prix Nobel d'économie. Voir G.R. n° 877, page 6
(3) Il prévoit l'éventualité d'un nouvel effondrement boursier et d'une récession mondiale dans un entretien accordé au quotidien "La Presse" de Montréal (Le Monde du 30 mai 89)
(4) Voir "De l'écu à notre moulin" dans la G.R. n° 881
(5) Dans "Responsables" voir nota (1). La parité du pouvoir d'achat (P.P.A.) est en effet loin d'être assurée entre le dollar et les autres monnaies principales.
(6) "Sur la monnaie" G.R. n° 865
(7) Club humaniste, 15, rue Victor Duruy ou 45, rue des Morillons 75015 Paris
(8) Voir notamment "Sommes-nous Geselliens ? " G.R. n° 868

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE

Bosse	50	E. Boillaud	40	Mme Lachapelle	160
T. Leproux	40	Melle Collet	10	Neufville	60
Mme Lahens	300	H. Dalgon	50	R. Piquet	100
Mme Reynier	300	Buffard-Morel	50	J. Terrier	300
R. Poquet	25	G. Jonard	40	P. Peignon	50
Mme Bouhier	40	F. Gauthier	25	R. Carpentier	100
A. Aubin	100	Cl. Notot	50	P. Ingrain	400
M. Recoquillon	100	Mme Lahens	300	G. Isabelle	76

TOTAL 2.766 Francs
Merci à tous

bloc notes

ASSOCIATIONS

EDEN
Equipes pour la diffusion d'une Economie Nouvelle :
2, rue Berthe-de-Boissieux
GRENOBLE

G.S.E.D
Groupe des Salariés pour l'Economie Distributive, 11, rue St Vincent-de-Paul 13004 MARSEILLE

ADN PLANETE EN DANGER
1, rue Jouxt Aigues
31000 TOULOUSE - Tél : 61.25.02.32

103 MAN
Mouvement pour une alternative non violente
39, Rue Peyrolières
31000 TOULOUSE - Tél : 6122.42.78

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor Duruy
75015 PARIS

UNION PACIFISTE
4, rue L. Hoche, 92100 BOULOGNE

REVUES

L'HOMME LIBRE
B.P. 205 - 42005 SAINT-ETIENNE

FACETTES
Une revue pas comme d'habitude
Spécimen contre 35 F.
56, rue de Tassigny
94700 MAISONS ALFORT

LA LUCARNE
Mensuel édité en Belgique
11, rue du Monnel, 7500 TOURNAY

TAM-TAM
33, rue de Rénipont
1328 OHAIN (Belgique)

INFOR VIE SAINE
127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION (Belgique)

A CONTRE-COURANT
syndical et politique
pour un renouveau syndicaliste, avec la participation du Renouveau Syndical 68
BP 2123 . 68060 Mulhouse Cedex

Babil de visionnaire :

LA FRANCE TRAVAILLE TROP (*)

par Henri Muller

Un titre en trompe-l'oeil, accrocheur, laissant espérer tout autre chose qu'un appel aux cadres et chefs d'entreprises pourvus d'un solide patrimoine, pour les inviter à vivre de leurs rentes, après liquidation de leurs biens immobiliers, et remise de leurs économies à des SICAV et SCPI de bonne réputation à l'appétit toujours ouvert.

A ce conseil, l'auteur ajoute une série de recettes pour bénéficier de maints avantages fiscaux et autres, pour échapper à la taxation des plus-values, profiter de la sécurité sociale, de voyages à bas prix, pratiquer le métayage, et même restaurer d'anciennes demeures seigneuriales, achetées à crédit, mi-louées et revendues après cinq ans à la barbe du fisc.

L'âge optimum pour faire carrière dans l'oisiveté? 45 ans. "*En France*, écrit l'auteur, *ce ne sont pas les ouvriers qui coûtent cher, mais les autres, les cadres, les techniciens et les agents de maitrise . En préférant les charmes de l'oisiveté, ces cadres rendraient donc un fier service à la collectivité, d'autant plus que leurs placements pourraient financer la modernisation de l'appareil productif. Etant aussi plus économes et moins voraces en énergie, puisqu'ils auraient tendance à émigrer vers les cieux ensoleillés, ils contribueraient à réduire nos importations de pétrole et de biens de consommation qui sont les deux grands postes déficitaires de notre commerce extèrieur. Amorce d'un cercle vertueux qui démontre assez la pertinence des paradigmes de la théorie économique libérale sur lesquels nous nous sommes appuyés.*"

Le ton est donné. Il ne s'agit pas de casser la baraque, mais de la rafistoler en réduisant les coûts de production, le chômage des jeunes, la charge des retraites, l'inflation, le déficit des échanges. "*partagés entre le travail amateur, les entraides, l'échange d'idées, les voyages lointains, les pratiques sportives et culturelles, les activités éducatrices, les rentiers seraient à l'origine d'une révolution culturelle qui représenterait peut-être la mutation des valeurs dans l'art de vivre la plus importante de l'histoire de l'humanité*"

Sans doute J. Marseille dénonce-t-il la sacralisation du travail imposé et brocarde-t-il à propos de ces gaspillages, citant Keynes : " *Si le Ministère des Finances remplissait de vieilles bouteilles avec des billets de banque, les enterrait à une profondeur convenable dans les mines de charbon désaffectées qu'on remplirait ensuite d'ordures ménagères et s'il laissait aux entreprises privées le soin , selon les principes établis du laisser-faire, de retrouver ces billets, il n'y aurait plus de chômage et les répercussions seraient telles que le revenu réel de la communauté serait aans doute plus élevé qu'il ne l'est actuellement*". Et d'ajouter; " *On savait dèjà qu'épouser sa cuisinière faisait baisser le PNB, mais ce qu'on sait moins c'est l'absurdité d'une notion qui ne mesure que les biens utilisables pour un usage quelconque. Autant dire que le gadget le plus inutile, le produit le plus nocif, les armements les plus meurtriers sont "utiles" du moment qu'il existe pour eux des offreurs et des utilisateurs. les excès alimentaires, les accidents de la route entrainant des dégâts matériels, les encombrements de la circulation doivent être vivement encouragés dans la mesure où ils favorisent la croissance du PNB*".

On n'en finirait pas d'épiloguer sur ce genre de propos auxquels, il y a bien longtemps, les ouvrages de J.Duboin ont tracé le lit. Mais J. Marseille se garde de conclure à la nécessité d'une révolution économique et monétaire pour mettre fin à tant d'absurdités dont il refuse d'identifier la cause : les usages monétaires, le mode de formation des revenus,qui en découle, les exigences du profit, la règle du jeu. Il batifole, se bornant à énoncer quelques lapalissades , brodant sur la vie idyllique promise, en période d'euphorie boursière, aux personnes dont l'ensemble du patrimoine atteint *au minimum deux millions de Francs*, gibier de choix pour le commerce du crédit, ballon d'oxygène pour la promotion immobilière, pour la spéculation boursière.

Eloge du loisir présenté comme un *formidable gisement culturel*, le livre de J. Marseille brosse de savoureux portraits du *cadre* féru de noppomanie et de germanomanie, perdant sa vie à vouloir la gagner, "*insensible à l'enrichissement futur de sa vie personnelle, assez stupide pour lui préférer la vie cadencée, découpée, mutilée, du travail qui le consume, courant toujours après le temps sans jamais le rattraper*". Inintéressants, en revanche, les salariés de bas échelon.

La France travaille trop? Il est certain qu'une nombreuse main d'oeuvre besogne à seule fin d'approvisionner en biens futiles, en produits de haut luxe, une mini clientèle ultra-fortunée et l'on reste effaré du temps et des moyens consacrés à faire circuler l'argent en vue de former revenus et profits. Le profit fait feu de tout bois, source d'un gaspillage considérable de temps, d'énergie, de matières premières. Un constat éludé par notre visionnaire dont les chances de séduire, en regard des intérêts en jeu, pèse moins qu'un pipi de chat.

Nous avons reçu de J-M Blanchard le commentaire ci-dessous d'un livre récent dont nous espèrons bien que les auteurs nous adresseront un jour prochain un article sur ce que l'économie distributive pourrait apporter au Vénézuela.

LE RANCHO DE DON MANUEL

Anne et Henri Dalgon viennent d'éditer leur second ouvrage: *Le rancho de Don Manuel* ou *Du pays Raïol aux Amériques* (*).Celui-ci fait suite dans le temps au *Mazet du Raïol*, paru en Avril 1988.

par Jean-Marie Blanchard

En tant que collaborateur et fidèle ami des auteurs, je me permets de signaler la parution de ce deuxième livre à tous les lecteurs de *La Grande Relève*, qui, je le pense, seront tout aussi intéressés par ce récit de voyage qui n'a pas manqué de me passionner.

La préface est signée Jean-Marie Blanchard, mais le temps n'a pas encore accordé ce nom avec une signature réputée. Peu m'importe, le plaisir a été pour moi, avant tout, celui des auteurs, et aussi celui de m'avoir permis une si aimable opportunité.

L'histoire, purement autobiographique, se déroule dans un merveilleux pays, le Vénezuela, durant les années 1947 à 1954. Les auteurs nous livrent avec simplicité et émotion leurs souvenirs, anecdotes et pensées de cettte époque d'après guerre, qui fut marquée par leur départ du vieux continent. Outre la richesse d'une telle expérience, se cache la beauté d'un pays qui a fait dire de lui : "Le Vénézuela reçut de Dieu tout ce qui lui restait après qu'il eut créé le monde."

L'acteur principal est Don Manuel, personnage attachant, hors du commun, solide défenseur des libertés et très grand ami de Romulo Gallegos qui deviendra Président de la République de ce pays.

Suite page 12

LA GUERRE DES LANGUES

par Eric Benech

Il est beaucoup question, en ce moment de la construction de l'Europe et, surtout, grace au bicentenaire de la Révolution française et de la déclaration des Droits de l'Homme, du respect des minorités culturelles.

Mais dans les faits, qu'en est-il vraiment?

La guerre des langues ne donne pas l'impression d'être meurtrière. Cependant des êtres humains meurent à cause d'elle, à cause du gaspillage. Elle accapare des fonds qui pourraient et devraient être consacrés à assurer la sécurité des populations éprouvées par des catastrophes, par la misère et la maladie. C'est faute d'argent que des projets urgents ne sont pas entrepris, alors que l'O.M.S. et la C.E.E. consacrent des budgets colossaux à des tâches improductives et de prestige... le multilinguisme! Et ceci malgré les résolutions et recommandations de l'UNESCO et les pétitions mondiales en faveur de la langue internationale.

On ne mettra jamais assez en relief tous les aspects dispendieux et discriminatoires des procédés actuels d'incompréhension, leur caractère scandaleux, parfois révoltant

Ceux qui tirent profit de la foire aux langues pensent avant tout aux moyens d'accroitre leur marge bénéficiaire et non à réduire les conséquences du chaos linguistique. Le public n'est guère informé sur les conséquences de la politique linguistique actuelle. Faute de bien comprendre la situation dont il est victime, il demeure passif, crédule. Cependant, et malgré les moyens matériels et financiers considérables, ainsi que la publicité et les préjugés favorables dont bénéficie la langue anglaise, il apparait évident que la progression de cette langue est médiocre et que les résultats sont piteux. A côté de cela et malgré de longues périodes difficiles (guerres, censure et persécutions sous les régimes totalitaires, notamment Hitler), malgré les préjugés, l'ignorance, la stupidité, la sous-information, l'espéranto a conquis depuis 1887 une place non négligeable dans divers domaines et il continue sa lente mais ferme progression.

Le prolongement du chaos linguistique ne doit pas être mis systématiquement sur le compte des anglophones, mais plutôt sur la passivité, l'esprit de routine et de soumission, l'inconscience et l'inconséquence de certaines autorités de divers pays (cf la promesse de M. Mitterrand en Avril 1981 d'inclure la langue internationale dans l'enseignement primaire et secondaire comme langue à option...).

Gravés au frontispice de certains édifices publics, les mots "liberté", "égalité", "fraternité" semblent témoigner du caractère superficiel, démagogique, éphémère et dérisoire de certaines devises comme de certaines déclarations officielles. Il est certes plus facile de les inscrire dans la pierre que d'en imprégner les coeurs et les esprits.

Je ne comprends pas pourquoi les mass medias français (sauf France-Inter lors du Centenaire de l'espéranto) continuent à favoriser l'envahissement de l'anglo-américain - ou Bad English - au détriment de notre propre langue. Je ne souhaite pas que celle-ci subisse le sort de trop de langues minoritaires, autant de trésors désormais perdus de l'humanité.

Suite de la page 11

C'est aussi une passionnante variation sur le thème de la démystification des esprits que tente d'expliquer Henri au cours de ses longues discussions avec ses amis.

Mais ne dévoilons pas l'éclectisme de l'ouvrage, qui ne manque d'aucune volupté. Même les réalités les plus rudes y sont dévoilées sans fausse pudeur.

Anne et Henri Dalgon, pacifistes et citoyens du monde convaincus, ont réussi là une éloquente prouesse.

Même si le langage de Monsieur Tout-le-monde risque de toucher certaines "plumes" sensibles, ce témoignage vaut assurément d'être lu.

(*) On peut se procurer cet ouvrage en s'adressant aux auteurs, 30330 Saint-Laurent-la-Vernède; prix franco 85 F, CCP Montpellier 925 73 U.

**Dans notre XX ème siècle,
un homme ne trouve du travail
que s'il peut en enrichir un autre.
Cet autre le congédiera
dès qu'il pourra le remplacer
par une machine.
J. DUBOIN**
("Les yeux ouverts")

lu, vu, entendu

Libéralisme

5,25 millions de francs : c'est le montant des amendes qu'a infligées le Conseil de la concurrence aux cinq plus grands fabricants d'encre français. Motif : ces entreprises, qui contrôlent les deux tiers du marché, ont constitué en 1985 un véritable *cartel* afin de maintenir les prix de vente élevés. Résultat : les consommateurs sur ce marché évalué à 1,6 milliard de francs par an, ont perdu tout le bénéfice de la baisse des prix du pétrole, dont est dérivé l'essentiel des matières premières de l'industrie.

EDJ 10/16 août (envoi de A. Prime)

★★★

"Le rappel du Morbihan", hebdomadaire d'informations de la Fédération Socialiste du Morbihan, publie dans son numéro du 17 août 89, une contribution de Rémy LE COZE de Lorient. Cette "tribune" appelle à ne pas restreindre le prochain congrès à une bataille de positions entre des présidentiables potentiels et à s'ouvrir vers une *transformation profonde et durable de la société française par une économie nouvelle de type distributif.*

(envoi de Ch. Chilard)

★★★

Bourse : un temple inutile

Réponse de M. Barreau à une lectrice et publiée par Ouest France (à propos de la Bourse) :

"Suite à votre article "l'Argent et la Bourse", permettez de vous dire que vous faites une sorte d'amalgame entre l'argent et la bourse. Non, une économie à l'échelle des valeurs saines, c'est-à-dire non mercantile, non corrompue par l'argent-profit, n'a pas besoin du temple Bourse, dédié à Mammon, cet appât du gain sans effort, fruit juteux du profit financier, allant dans l'escarcelle de spéculateurs, au détriment d'une masse de non initiés... Moyen d'échange, la monnaie a été détournée de ce rôle initial.

Apprendre aux jeunes à boursicoter, dites-vous ? Ne serait-il pas préférable de leur expliquer l'alchimie monétaire, reposant sur du vent et conduisant à la "misère dans l'abondance" ? N'ayant aucune valeur par elle-même, la monnaie doit égaler en volume celle d'une production répondant à des besoins "socialement utiles", et s'annuler dès le service effectué".

(envoi de H. Muller)

★★★

Une allocation au lieu de subventions

Sous ce titre, la revue "Nature et progrès" de juillet-août 89 reproduit un article de la "Nouvelle République" du 15/11/88 rapportant une déclaration de M. Patrice Leclercq, spécialiste de l'amélioration des plantes dans les services de l'agriculture dont voici la teneur :

En tant que citoyen et contribuable, P. Leclercq propose de réformer le principe pervers des subventions directes aux produits agricoles : *"Je propose qu'elles soient remplacées progressivement par une allocation agricole (...) En effet, le système actuel d'aide financière au produit (...) distribue dix fois plus de fonds publics à celui qui laboure 400 hectares qu'à celui qui en laboure 40. Que l'agriculteur de 400 hectares vende 10 fois plus de produits, c'est logique, ce qui l'est moins c'est qu'il reçoive proportionnellement autant d'aides d'Etat. Le contribuable n'est pas opposé à une aide au cultivateur pour une bonne occupation du territoire, pour éviter la désertification, la disparition du tissu social (écoles, PTT...) pour l'indépendance alimentaire (...) mais il trouverait anormal qu'elle profite plus au plus riche qu'au plus pauvre(...).*

De plus, l'aide aux produits a des effets pervers, en ce qu'elle encourage l'investissement à l'hectare".

Pour P. Leclercq, si le prix de vente est soutenu, l'agriculteur pourra investir dans des engrais et autres pesticides jusqu'à hauteur du prix de mise en marché. Inversement, si le prix est moins rémunérateur, le producteur limitera ses consommations et notamment celle de produits de synthèse onéreux. La nature ne s'en portera que mieux.

Notons pour comparaison la moyenne des subventions annuelles versées aux agriculteurs français : 10.000 F. ; à ceux des Etats-Unis : 70.000 F (statistiques de Nov. 88).

L'allocation agricole serait égale pour tous les cultivateurs, quelle que soit la surface cultivée. Elle permettrait également de faire baisser les prix de commercialisation des produits agricoles français (d'où une amélioration de l'équilibre de notre commerce extérieur), tout en compensant cette baisse de revenu agricole.

Cette allocation correspondrait à un service réel rendu à la communauté nationale : l'aménagement et l'entretien du territoire doivent recevoir un salaire.

Le fait intéressant est que les solutions financières agissant en faveur de la production quantitative induisent des effets pervers. Il faut donc s'orienter vers des solutions humanistes au lieu de solutions ne recherchant que le profit financier.

Cette allocation serait un pas de plus vers le revenu social ; les dirigeants et décideurs de notre société accepteront-ils de le faire ?

Ce serait pourtant une solution équitable et favorable à la pérennité de la présence humaine dans les campagnes.

(envoi de A. Tardieu)

Ce que nous demandons, mes amis et moi,c'est qu'on fasse pour ce qui entretient et embellit la vie le même effort que l'on a toujours fait, et qu'hélas on risque de faire encore pour ce qui la détruit.

Entre une humanité qui veut vivre et une technique scientifique qui lui donne les moyens de vivre ,il y a un mur : ce sont les préjugés...

"Utopie!..." crient les attardés.

On traite d'utopie tout ce qui n'est pas réalisé.

...mais l'histoire n'est qu'une suite d'utopies qui ont été réalisées.

Jacques DUBOIN, 1937

courrier

La démocratie théorique c'est le gouvernement du peuple par le peuple. Mais, pour des raisons de taille et de facilité, on a eu recours au système dit représentatif : votes périodiques pour élire des représentants qui "font" la politique à notre place.
C'est ce qu'on appelle la démocratie indirecte. Ce système basé sur des élections peut paraitre très démocratique à première vue. En réalité, on peut facilement démontrer qu'il n'en est rien et que le citoyen de base, l'électeur, est complètement dépossédé du POUVOIR. Pour de multiples raisons, toutes les décisions importantes lui échappent. La représentation est un leurre.
Le système opposable à la démocratie indirecte, c'est évidemment, la démocratie DIRECTE. Ce débat n'est pas nouveau. Dans les années 60, André Casteilla lançait, sans grand succès, son mouvement " Décider soi-même (D.S.M.), mouvement pour l'auto détermination du citoyen et la liberté de l'information". Après une critique pertinente du système représentatif, il préconisait le recours au système référendaire pour les affaires essentielles sur les plans communal, départemental, régional et national. Un système à la Suisse, mais peut-être plus systématique. Et il est vrai que ce qui pouvait paraitre lourd à certaines époques devient aujourd'hui possible et facile. Alors, pourquoi pas ?
Changer la démocratie pour qu'elle devienne enfin vraiment démocratique, ce devrait être, à mon avis, notre objectif prioritaire car c'est seulement à travers cette évolution que nous pourrons espérer changer radicalement les données économiques et sociales.
On ne pourra, certes, se priver complètement de la délégation de pouvoirs, pour des raisons pratiques. Mais on peut en changer profondément la NATURE. Par exemple, aucun pouvoir délégué ne doit être acquis pour un temps déterminé, il doit être révocable à tout moment. Aucun pouvoir ne doit donner accès à des privilèges. Tout pouvoir doit être balancé par un contre-pouvoir chargé de le contrôler.
De telles règles sont indispensables pour éliminer ces chancres de la démocratie que sont les arrivistes et les magouilleurs de tout poil. Pour postuler à un poste de responsabilité dans ces conditions, il faudrait être, pour le moins, tout à fait désintéressé. Mais ne faut-il pas arriver à cette exigeante salubrité si l'on ne veut pas que demeure vraie, tristement vraie, cette formule ironique éditée en affiche à l'occasion, je suppose, du bicentenaire de la Révolution et qui dit ceci : La dictature, c'est: Ferme ta gueule! La démocratie, c'est :cause toujours!..

B.B. Dallet.

★★★

Pinoche aimerait entrer en contact avec des jeunes ayant compris ou souhaitant comprendre les thèses abondancistes.

★★★

Je profite de cette lettre pour vous dire que nous avons deux grands garçons, Jean et Pierre (18 et 15 ans) qui, découvrant la revue, et peut-être à cause des idées de partage que nous essayons de leur faire découvrir et vivre, pourraient bien devenir de valeureux militants de la Grande Relève.
Je suis diacre permanent de l'Eglise catholique, avec mission reçue du cardinal Lustiger, de m'occuper des plus pauvres au diocèse de Paris. Mais si les pauvres dont j'ai charge sont des pauvres de Dieu, j'accueille des adultes qui demandent à être baptisés et qui découvrent que devenir, et vivre en chrétien n'a rien de facile aujourd'hui.
Bien souvent je suis heureusement surpris de constater que les valeurs évangéliques qui m'animent, loin d'être en contradiction avec les vôtres, sont, avec un minimum de bonne volonté de la part des hommes qui y croient, une possibilité d'aboutir à la réalisation d'un monde plus fraternel, plus juste, dans lequel les richesses seraient judicieusement partagées pour le bien de tous.

G.V., Paris

NDLR

Bravo pour Jean et Pierre ! Nous attendons qu'ils nous envoient leurs réflexions à publier.
Vivre en chrétien n'a jamais été facile. Mais aujourd'hui, plus que jamais, les moyens matériels existent, puisqu'il n'est plus nécessaire de déshabiller Paul pour habiller Pierre, on connait maintenant les moyens de fabriquer de quoi les vêtir tous les deux, même sans qu'ils travaillent tous les deux pour celà.

★★★

Passionné par les thèses de l'économie distributive, j'essaie de mon mieux d'en diffuser les principes dans mon entourage, ainsi qu'au sein de mon milieu professionnel, avec plus ou moins de bonheur, mais toujours avec une certaine interrogation parmi les intéressés....Les gens renâclent à payer le mensuel 10 F,... cependant, à la lecture du contenu, deux réflexions majeures surnagent: la motivation et la mise en place du système, -la vulgarisation des thèses afin de les rendre compréhensibles par tous. Pour la motivation, plus de production donc plus de revenus, moins de temps de travail donc plus de temps libre, voila la chaine pour mettre le progrès technique au service de l'homme. Pour ce qui est de la mise en place de l'économie distributive, il me semble nécessaire de s'appuyer sur les exemples malheureux que nous fournit l'actualité afin de montrer la nocivité du système dans lequel nous vivons. .. Certes, il s'agit là d'un travail de longue haleine, mais le jeu en vaut largement la chandelle. A ce titre, il me parait heureux de rassembler les forces qui se réclament du distributisme. Dans le domaine de la vulgarisation des thèses, un des sujets majeurs, la monnaie, pose souvent problème, en ce qui me concerne, j'avoue avoir du mal à l'exposer, tout simplement parce que je dois mal l'appréhender. Je sens qu'il y a beaucoup d'efforts à développer dans ce domaine.

A.C., St Rambert

RDLR Les questions monétaires sont la clé qui bloquent le système. Clé tenue par un petit nombre de gens qui tiennent à ce que le plus grand nombre continue à n'y rien comprendre, ce qui leur permet de continuer. Nous avons essayé de traiter particulièrement cette question dans ce présent numéro. Il faut lire le petit livre de J.Duboin, réédité en 1982 : "LES YEUX OUVERTS", il ouvre un peu

les yeux sur ces questions difficiles, mais capitales...!

★★★

Débat sur la monnaie verte

En matière de "financement" des entreprises, il faut lever l'équivoque, poser en préalable le principe d'une mise en place des approvisionnements nécessaires à leur fonctionnement, sur engagement de leurs dirigeants de restituer à un "fonds commun de consommation", sous forme de produits, l'équivalent approximatif du coût (fictif) de ces approvisionnements.

Le "financement" des entreprises se bornerait donc à couvrir les seules dépenses de main-d'oeuvre, chaque entreprise assurant la "paie de son personnel" en monnaie de consommation, c'est-à-dire en notifiant périodiquement à chaque salarié, le crédit dont il peut disposer mensuellement, en sus de son épargne, crédit qu'il utilise à son gré à l'aide de sa "carte de paiement à mémoires", celle-ci se "vidant" au fur et à mesure des achats tout en positionnant son solde.

Evitons toute référence à une "durée de validité" de la monnaie. Quand a été bien saisi le fonctionnement de la monnaie de consommation, concrétisée dans cette "carte à puce", une telle référence perd son sens. Une fois "sortie" de la carte, lors de chaque opération d'achat, cette part du revenu disparait sans laisser de traces, sans être transférée à quiconque.

Si "tout individu émarge une rente", cette rente lui est octroyée, soit par l'entreprise qui l'emploie (y compris les gérants de la distribution et les prestataires de services), soit par un organisme ad hoc fonctionnant à un échelon très décentralisé et autonome. Il ne peut émarger à l'un et à l'autre à la fois.

Evitons de même cette autre référence à un calcul rigoureux des revenus, opération irréelle, eu égard à l'évolution constante des prix (tendant vers zéro dans certains secteurs d'abondance totale) et à l'inconnu des quantités produites - ou à produire- qu'il ne saurait être question d'inventorier au jour le jour, sauf à mettre en place une bureaucratie délirante et contraignante propre à paralyser le tout.

Disons simplement que l'on part de la structure actuelle des revenus allégés des charges devenues obsolètes : impôts, cotisations sociales et mutuelles, assurances, etc... modifiés en hausse ou en baisse de façon empirique en fonction de la réaction des prix dont le rôle est d'ajuster, de façon pareillement empirique, la demande imprévisible des consommateurs au flux capricieux des productions.

Quant aux services publics, les personnels, munis de leur carte à mémoires, sont crédités de même sans qu'il soit besoin d'intégrer le total de leurs rémunérations dans un calcul d'ensemble "équilibrant" une valeur de production impossible à déterminer ponctuellement.

En ce qui concerne une "monnaie verte", une proposition étudiée de longue date a déjà fait l'objet d'un exposé concret, donnant la marche à suivre pour à la fois écouler les excédents et s'en servir pour remettre les chômeurs au travail dans des activités utiles, dépourvues de rentabilité.

Mais ne tombons pas dans l'erreur commise aux Etats-Unis, il y a quelques années, avec une "monnaie-timbre" remise aux indigents, associée à la mise en place des stocks d'excédents à travers les circuits du commerce. Il faut des lieux de vente distincts réservés aux seuls excédents et à leur clientèle munie de cartes de paiement spéciales.

Quant à écrire que le "franc vert détaché du franc courant y retourne, sa mission accomplie" ? On ne comprend pas ...

Il est urgent d'établir une concertation, de mettre de l'ordre dans un ensemble de cogitations qui, sans directives, accouchent de solutions irréelles portant atteinte à la crédibilité des thèses défendues.

A étudier notamment de très près un système de prix adapté au nouveau type d'économie, une production rendue plus abondante n'impliquant pas, de facto, une plus large distribution de revenus, eu égard aux baisses de prix rendues désormais praticables sur une vaste échelle.

"Insuffisance de monnaie" ? Le procès de l'expansion monétaire a été fait depuis longtemps. Il est sans appel. Où arrêter la planche à billets, ceux-ci persistant à charger la circulation en pesant sur les prix, liés à l'ampleur de la demande. On ne peut souscrire, à la fois à la "monnaie-furet" et à son antithèse, la monnaie de consommation, autour de laquelle s'articule l'ensemble de la construction "distributive".

Voilà quelques-unes des réflexions qu'il conviendrait de soumettre à un "séminaire" ,à une "conférence" appelée à travailler sur des questions primordiales, négligées à ce jour, en s'aidant des travaux déjà élaborés par une nuée de chercheurs.

H.M. , Guérande

★★★

A propos de l'article de Pinoche, note 1, page 15, je me suis amusé à calculer ce que représenteraient 92.000 dollars par emploi créé (623.728 FF) placés par exemple à 10 % en Suisse : cela ferait environ 5.200 FF par mois ! Pourquoi faire passer absolument le salaire par une feuille de paye ?

D.B., Genève

★★★

L'abondance du courrier reçu cet été nous oblige à différer la publication de plusieurs lettres intéressantes.

Errata

Dans notre numéro 881, page 9, "Autopsie du désastre", dans le premier alinéa, il faut introduire, entre les mots "*valeur mobilière en soi*" et "*par une remise en cause...*" une fin de phrase oubliée : "*ce qui est une hérésie économique. La solution, reconnait Lasserre, passe...*". Egalement page 10, à la 8e ligne du premier alinéa, il faut rétablir "*avec*" au lieu de "*entre*" dans "comparaison bancale avec le pôle..."

Dans le numéro 880, "Démocratie" de P. Herdner, page 8, 2e colonne, 15e ligne, au lieu de "*identifier notre doctrine à la doctrine économique*" lire : "*identifier notre doctrine distributiste à la démocratie économique*".

Nous vous prions de bien vouloir rectifier et nous excuser.

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce 20e siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette « révolution de l'intelligence » est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, « la grande relève » des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa survie, l'homme était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des production nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques. Il faut d'abord admettre l'idée que le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée d'un travail accompli. Et ceci nous oblige à imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à tout ce que les robots fabriquent pour **tous.**

C'est parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, que nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. Un monde devenu tellement absurde qu'il dépense 10 millions de francs **chaque minute** pour préparer la guerre, mais ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de mourir de misère. La misère grandit quand s'ouvre l'ère de l'abondance !

Nous sommes ainsi à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société humaine à cette brutale transformation. Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de **tous** les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été imaginés et proposés par J. Duboin sous le nom d'économie distributive :

l'économie distributive

Le travail : même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois un **devoir**, celui de participer, et un **droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie, ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

Les revenus : Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son **REVENU SOCIAL** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort : tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi un être économiquement indépendant.

La monnaie : Pour qu'il puisse y avoir équilibre entre l'ensemble de ces revenus distribués et les richesses disponibles, la monnaie distributive n'est **pas thésaurisable et elle ne circule pas**. C'est une **MONNAIE DE CONSOMMATION** qui s'annule (comme s'annule un crédit) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

Les **investissements**, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production « disponible » et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer ; il n'y a donc **pas d'impôt** et les revenus augmentent avec la production. Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne de veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins,** la **compétitivité** fait place à la **convivialité.**